

FRANCK PORTIER

Toulouse School of Economics

H. DE OLIVEIRA



ZONE EURO

La Grèce doit remercier les marchés

LES « MARCHÉS » sont de nouveau au premier rang des accusés, jugés pour être responsables de la crise qui a d'abord secoué la Grèce, puis la zone euro tout entière. La raison de leur « mise en examen » ? Avoir voulu étrangler la Grèce, avec des créanciers qui exigent soudain des conditions bien plus coûteuses pour continuer à lui prêter : le rendement de l'obligation d'Etat à dix ans a atteint le 7 mai un record historique à 12,65 %, tandis que le taux à deux ans culminait à 18,4 % ! Il n'en fallait pas plus pour faire de la Grèce la nouvelle victime d'une planète finance en folie. Et un exemple supplémentaire de la nécessité de réguler les mouvements de capitaux, de taxer les transactions financières spéculatives, bref, de faire appel à l'Etat contre les marchés.

Formidable contresens ! C'est précisément parce que les Grecs ont joué contre l'Etat qu'ils se trouvent aujourd'hui dans l'œil du cyclone. Avant d'être économique, la crise grecque est politique, comme le fut la crise d'hyperinflation qui ébranla la république de Weimar, au début des années 20. C'est ainsi que John Maynard Keynes expliquait l'inflation européenne en 1919, dans son ouvrage *Les Conséquences économiques de la paix* : « Les divers gouvernements belligérants, trop timides ou trop imprévoyants pour tirer de l'emprunt ou de l'impôt les ressources dont ils avaient besoin, ont imprimé des billets de banque. »

La démocratie grecque est malade, les dynasties politiques se transmettent le pouvoir et embauchent leurs partisans (1 million de fonctionnaires pour 11 millions d'habitants), les crises se succèdent, toutes différentes mais toutes révélatrices de la désorganisation des services publics. Surtout, le contrat social sur lequel doit reposer la démocratie est rompu : la fraude fiscale est un sport national, et les services de l'Etat sont corrompus. Donc, oui, la solution au problème grec réside bien dans un retour de l'Etat, mais un Etat impartial, un Etat qui se finance en prélevant des impôts, un Etat qui honore ses missions de service public. Paradoxalement, c'est parce que les créanciers de la Grèce se sont inquiétés de sa capacité à rembourser ses dettes que cet Etat moderne va, certes dans la douleur, sans doute émerger. Comme quoi plus d'Etat ne veut surtout pas dire moins de marché. ©

*** C'est parce que les créanciers du pays se sont inquiétés qu'un Etat moderne va, certes dans la douleur, sans doute émerger.**